

Déclaration du Représentant de la République populaire de Chine

Cette année est la première du cycle de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), processus essentiel pour garantir la réalisation des engagements prévus sur l'ensemble de la période. Alors que le monde est en proie à un ralentissement économique, à la menace croissante du protectionnisme et à de graves problèmes de pauvreté, le FIDA doit poursuivre son mandat en matière de développement, mettre pleinement à profit ses avantages comparatifs, approfondir encore les réformes et stimuler l'innovation afin de contribuer davantage au développement agricole mondial et à la réduction de la pauvreté rurale. À cet égard, je voudrais saisir cette occasion pour vous faire part de quelques suggestions.

Premièrement, le FIDA devrait chercher à se développer et à se renforcer afin de proposer davantage de ressources en faveur du développement. Pour FIDA11, l'objectif de financement du programme de prêts et dons a été fixé à 3,5 milliards d'USD. Pour atteindre cet objectif ambitieux et mieux s'acquitter de son mandat, le FIDA devrait accroître sa capacité à lever des fonds et à mobiliser des ressources. Les contributions de base des États membres sont le fondement même du financement du FIDA. L'objectif de reconstitution des ressources de 1,2 milliard d'USD pour FIDA11 n'a pas encore été atteint, ce qui accroît l'incertitude quant aux opérations du Fonds pour les trois prochaines années. Nous espérons que le FIDA saura encourager sans cesse les États membres, en particulier les pays développés, à s'acquitter de leurs responsabilités internationales en matière de développement et à accroître de façon significative leurs contributions afin d'atteindre au plus vite l'objectif de reconstitution des ressources. Dans le même temps, le FIDA devrait encourager les États membres et ses partenaires à verser des contributions complémentaires ou supplémentaires. Nous espérons donc que le FIDA, conformément à la feuille de route convenue par l'ensemble des parties concernées, pourra continuer à emprunter sur le marché de manière régulière, améliorer son architecture financière et traiter comme il convient les questions en lien avec les compensations au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette, de façon à garantir la viabilité financière à long terme du Fonds. En outre, nous encourageons le FIDA à renforcer sa coopération avec le secteur privé, à promouvoir les cofinancements à l'échelon national et international et à mobiliser davantage de fonds pour investir conjointement dans le développement rural et agricole.

Deuxièmement, le FIDA devrait mettre à profit ses avantages en tant que plateforme multilatérale pour faciliter diverses formes de collaboration telles que la coopération Sud-Sud. Dans le contexte mondial actuel marqué par une incertitude et une instabilité croissantes, il n'a jamais été aussi nécessaire de défendre le multilatéralisme et les intérêts communs de la communauté internationale. En tant qu'organisme des Nations Unies, le FIDA devrait jouer un rôle de premier plan dans la défense du multilatéralisme et la lutte contre le protectionnisme. Par ailleurs, le FIDA devrait jouer pleinement son rôle de passerelle et de plateforme de manière à promouvoir la coopération Nord-Sud en tant que principal canal de la coopération internationale au développement, faciliter la coopération régionale, Sud-Sud et triangulaire entre les États membres en développement pour les aider à faire face aux vulnérabilités telles que les changements climatiques et les catastrophes naturelles, et promouvoir également les échanges et la mise en commun des données d'expérience, des techniques et des talents en matière de développement agricole. Promouvant et pratiquant elle-même la coopération Sud-Sud, la Chine a contribué au FIDA à hauteur de l'équivalent de 10 millions USD en renminbi en 2018 lors de la création du Mécanisme de coopération Sud-Sud et triangulaire. Les huit premières propositions de projets ont été approuvées pour un montant total de 3,56 millions d'USD. Nous espérons que le FIDA pourra continuer à gérer le Mécanisme de manière professionnelle et efficace et intensifier son appui aux projets de promotion de l'investissement pour renforcer le développement agricole dans les pays en développement.

Troisièmement, le FIDA devrait adhérer au principe d'ouverture mondiale et renforcer sa coopération avec tous les États membres. Compte tenu de la grande difficulté à réduire la pauvreté dans les pays à faible revenu, le FIDA devrait intensifier son appui à ces pays et, en même temps, renforcer la coopération mutuellement bénéfique avec les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Le rapport sur le cadre de transition présenté au Conseil des gouverneurs indique qu'environ 22% des personnes extrêmement pauvres dans le monde vivent dans des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, et qu'il est important que ces personnes puissent sortir de la pauvreté si l'on veut atteindre les objectifs de développement durable 1 et 2. À cet égard, le soutien apporté par le FIDA via ses activités de financement à des conditions favorables s'avérera indispensable. Ce faisant, le Fonds tirera de sa coopération avec les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure un bénéfice qui lui permettra d'assurer sa viabilité financière, de promouvoir la coopération Sud-Sud et d'améliorer son modèle opérationnel. La Chine est très sensible à cette démarche. Avec son nombre élevé de membres, le FIDA a toujours maintenu son positionnement mondial et n'a jamais appliqué de politique de gradation. Nous pensons que le FIDA devrait appliquer le principe de gradation volontaire, continuer à renforcer sa coopération avec tous les États membres, y compris les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, et mettre au point des produits et services diversifiés pour répondre aux besoins de ses États membres en fonction de leur stade de développement.

Quatrièmement, le FIDA devrait poursuivre sur la voie de la réforme et de l'innovation afin d'améliorer son efficacité sur le plan du développement. Depuis l'année dernière, le FIDA a lancé le programme OpEx, accéléré sa décentralisation et élargi sa gamme de produits et services de prêt, créant ainsi une base solide pour élargir le programme de prêts et dons et accroître son impact au cours de FIDA11. Les chaînes industrielle, de valeur et d'approvisionnement sont en pleine expansion dans le monde, et de nouveaux modèles, techniques et types d'entreprises agricoles font leur apparition, créant ainsi de nouvelles possibilités et de nouveaux défis en matière de réduction de la pauvreté rurale et de développement agricole. Le FIDA est vivement encouragé à s'adapter à son époque et à approfondir les réformes et l'innovation pour promouvoir la transformation du monde rural. Il lui faut donc, premièrement, rationaliser davantage ses procédures opérationnelles et accélérer son processus d'approbation et de décaissement des projets; deuxièmement, permettre aux bureaux de pays et aux pôles régionaux qui connaissent bien les besoins des pays emprunteurs de jouer pleinement leur rôle; troisièmement, renforcer l'effet d'innovation et de démonstration des projets ainsi que la concertation sur l'élaboration des politiques; quatrièmement, créer un environnement novateur et axé sur les résultats et promouvoir l'entrepreneuriat.

Cette année marque le 70^e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine. Ces 70 dernières années, la Chine a accompli des progrès remarquables, notamment en sortant plus de 700 millions de personnes de la pauvreté; en outre, elle s'est fixé l'objectif ambitieux d'éliminer la pauvreté absolue, selon ses critères actuels, d'ici à 2020. Mais pour éliminer la pauvreté rurale et consolider les résultats obtenus dans la réduction de la pauvreté, la Chine sait qu'elle devra encore relever des défis sur le long terme. La Chine est prête à renforcer de façon continue sa coopération globale avec le FIDA pour promouvoir la réduction de la pauvreté sur son territoire, et aussi à contribuer au développement agricole et à l'éradication de la pauvreté dans d'autres pays en développement par la coopération Sud-Sud, contribuant ainsi à la mise en œuvre des objectifs de développement durable du Programme 2030.